

1942 - Résistant, dénoncé, déporté, calomnié...

« L'affaire Péloffy »

Cette histoire témoigne de l'atmosphère délétère qui a régné partout dans les années 1940-1950. Les mouvements de résistance à l'occupation allemande et aux exactions de Vichy avaient trouvé entre Périgord et haut Agenais, les conditions favorables pour y établir leurs bases. Cette période marquée par la collaboration, la trahison et la terrible tragédie de Tourliac continua de distiller son poison bien après la victoire de 1945.

— Panneau des Expositions 2017-2018-2019 —



Vers 1942 - Les employés de Péloffy devant leur usine, rue Descambis. (Photo famille Dubéout.)

Depuis 1929, rue Descambis, Fernand Péloffy confectionne vêtements et accessoires en cuir. La mobilisation de 1939 lui apporte un marché d'équipements militaires. Il emploie une quarantaine de personnes.

« Drôle de guerre », Occupation, réquisitions du STO accroissent son activité officielle et... clandestine : entrepôt et camouflage de véhicules, matériel, armes et munitions. Son usine lui sert de couverture pour équiper réfractaires et maquisards.

Dénoncé fin juin 1943, Péloffy est relâché. Six mois plus tard, la Gestapo est de retour. Torturé, il ne parle pas. Interné, déporté, il ne reverra Villeréal qu'en mai 1945.

Attestation

Je soussigné Déjot Jean alias Carnot, Chevalier de la Légion d'honneur, ex chef des services Carnot, ex chef des services Antagonisme sud 43, commandant la section de Beaumont, cadavin, désigné pour servir Antagonisme et Villeréal. Et je déclare Certifier sur l'honneur que : Le sieur Péloffy Fernand Bourrelin né Villeréal est et demeure à jamais et comme résistante mais au contraire fut suspecté d'être un véritable traître, n'a commis aucun acte, ni aide à la vie de ses résistants. n'a livré aucune marchandise aux groupes de résistants ni ce n'est des vêtements de cuir, vendus au prix fort (vente à des robes)

Je la suite d'une discussion eu cours avec le chef de magasin de St Gervais (Antagonisme) M. Gobman alias : Polone en octobre 1943, nous avons eu une discussion sur une réelle attitude à St G et sous garantie de sa vie s'il y avait dévotion, nous avons pu entendre une conversation pour qu'une vente nous soit faite, de matériel et habits pour nos hommes. Après discussion de sa part d'une La population de Villeréal est étonnée de dire que l'arrestation de Péloffy le 19-10-1943 n'a rien de commun avec la résistance.

J'ai obtenu les permis de la présente attestation et je n'ai pu découvrir par les services militaires l'importance pratique pour de Péloffy à l'égard des pouvoirs publics et organisations de résistances.

Je proteste avec indignation et détermination contre de multiples fautes qui constituent une injustice flagrante aux regards de la résistance et qui portent atteinte à la réputation de la résistance elle-même, et à la loyauté et à l'authenticité de ses membres.

En foi de quoi j'établis et signe la présente attestation pour servir et valoir ce qui de droit.

Jean Déjot Jean alias Carnot
Vice-chef de Bureau de la Résistance

« L'affaire » débute le 9 octobre 1949 quand Fernand Péloffy fait sa demande de carte de résistant : il appartenait depuis janvier 1942 au réseau Camouflage du Matériel (CDM), créé par des militaires résistants après la débâche de juin 1940.

Péloffy joint à son dossier sa « Citation à l'ordre de la Brigade avec Croix de guerre » décernée par le général Dejussieu. (Ci-dessous, à droite)

Dénoncé trois fois...

À Montauban, où il a repris *Les Nouvelles Galeries*, on conteste sa qualité de résistant. Mais, le colonel Robinet prend sa défense : c'est lui qui a « mis Péloffy en place. Il a su garder le secret le plus absolu comme il en avait l'ordre. Sa Légion d'Honneur est donc justifiée. »

Le 17 novembre 1952, « une longue conférence a lieu à Villeréal, chez M. Max Vigerie, avec les deux chefs de la résistance. »

Jean Déjot, alias Carnot, et Georges Gaillard doivent admettre que « l'activité résis-

tante de Péloffy était réelle. »

Mais en juillet 1953, une lettre de Déjot, signée par Georges Bonnaud, président du comité de libération, André Puybernès, Rany Eloi, Jean Salles, Gaston Bleyzat, Lartigues, du comité d'épuration, appelle à « démasquer l'imposture de Péloffy qui n'a jamais été résistant et fut au contraire suspecté d'être un trafiquant... » (Ci-contre, à gauche)

Témoignages de soutien

Des résistants s'opposèrent aux accusations de Déjot. Parmi eux Willy Robinson, ancien légionnaire, recueilli en 1940 par la famille Charniaux du Rayet, et dont l'épouse – Raymonde Rigaudie, de Sainte-Sabine – accoucha dans une ferme de Labrame. Il avait été accueilli par Péloffy qui lui avait confié la comptabilité de l'usine.

Willy vécut donc de l'intérieur les activités clandestines du bourelleur villeréalais. C'est son arrestation par la Gestapo et sa déportation qui décidèrent Willy mais aussi Raymonde, à entrer dans la Résistance.

PÉLOFFY RÉHABILITÉ

Les éléments convergent pour affirmer que l'offensive venait des résistants communistes de Montauban combattant le soutien de Péloffy à la guerre d'Indochine.

Ce sont eux qui en juin 1953 vinrent à Villeréal régler l'opération avec leurs "camarades".

Rendant ses conclusions au général Mollard, le colonel Robinet écrit, sans détour, « Les bruits tendancieux répandus sur M. Péloffy n'ont aucune base sérieuse ; ils sont l'œuvre d'ennemis plus ou moins intéressés à sa perte. Les mêmes ayant tenté, après l'arrestation de Péloffy, de mettre la main sur ses ateliers, ses stocks de marchandise



Fernand Péloffy (dernier rang, au centre) lors du mariage de sa secrétaire-comptable, Syvette Augu, le 23 janvier 1957, devant le 27 rue Saint-Michel. (Photo famille Augu.)

et sur le matériel militaire dont il avait la garde. Seule l'attitude énergique de Mme Péloffy permit d'éviter le vol. »

Le 14 octobre 1954, enfin réhabilité, Fernand Péloffy, recevait sa carte de combattant volontaire de la Résistance (N°149).

